République du Burundi

Conseil National pour la Défense de la Démocratie

Email : cnddkomera@gmail.com

www.cndd-burundi.com

Republika y'Uburundi

Inama y'Igihugu

Igwanira Demokarasi

Email : cnddkomera@gmail.com

Tél. : 257 76281583

DECLARATION DU CNDD SUR LA SITUATION EXPLOSIVE DU PAYS.

Le parti CNDD, inquiet de la situation politique très tendue et explosive au Burundi, à deux mois seulement des élections présidentielles, déclare ce qui suit.

A. Les faits

Cette situation est caractérisée par :

1. Une économie en lambeaux, une extrême pauvreté sans nom faisant des Burundais le peuple le plus pauvre de la planète, un chômage de plus 50% de la population active où les jeunes sont en première ligne , des difficultés dans la mobilité à cause de la carence des produits pétroliers, des commerçants en faillite à cause de la dégradation des conditions de vie de la population , des salaires de misère et une chute vertigineuse du pouvoir d'achat.

2. Une situation socio-politique explosive aggravée par l'existence d'une milice affiliée au pouvoir et qui sème la terreur tant dans les collines que dans les villes ; une scission des partis politiques créée et entretenue par le pouvoir, une démocratie immolée à l'hôtel de l'égoïsme et de la haine d'une clique de bandits et d'assassins qui prennent en otage tout un peuple ; une organisation des élections truquée et truffée d'irrégularités par une CENI qui s'est consciemment disqualifiée par son allégeance au pouvoir, devenue une machine de fraudes électorales depuis 2010 etc., telle est la triste et grave réalité que le CNDD n'a cessé de dénoncer.

3. Aujourd'hui, une nouvelle donne vient de noircir un tableau déjà suffisamment sombre de la situation socio-politique du pays : La nervosité et la fuite en avant du pouvoir suite à l'initiative de plusieurs cadres et militants du CNDD-FDD, qui viennent de rendre publique leur opposition à un 3ème mandat présidentiel du Président Pierre Nkurunziza. Ces compatriotes subissent aujourd'hui des intimidations de toute sorte, notamment le gouverneur de Bubanza qui est déjà pourchassé par des miliciens Imbonerakure. Le président du Parti CNDD-FDD a déjà brandi la menace de les chasser de leurs emplois respectifs, les qualifiant même d'opposants, comme si un opposant au pouvoir n'avait pas droit à la vie.

4. Plus grave, des informations crédibles indiquent que les formations paramilitaires des jeunes Imbonerakure se sont accélérées ces derniers jours. L'ancien Chef des services de Renseignement, le général Adolphe Nshimirimana, s'investit pleinement dans ces formations accompagnées d'une distribution de milliers d'armes à feu dans tout le pays. Cette situation de terreur n'a d'autre but que

d'assurer la réélection forcée de Pierre Nkurunziza et de son parti, le CNDD-FDD, en réprimant dans le sang les mouvements insurrectionnels qui s'annoncent.

B. Position du CNDD

5. Le CNDD félicite et encourage ces responsables et militants du CNDD-FDD pour leur analyse objective de la situation et pour la décision de la déclarer publiquement. Il les appelle à plus de courage et de détermination, tout en leur faisant observer que la question de fond n'est pas celle du mandat présidentiel, mais celle la conception, l'acquisition et l'exercice du pouvoir lui-même qui s'expriment notamment à travers le mode de gestion du pays et de ses institutions. Sans nullement chercher à récupérer une situation qui échappe déjà aux caciques du pouvoir, le CNDD appelle tous les militants du CNDD-FDD, dont la plupart avaient cheminé avec lui, à faire preuve de courage et d'un sens élevé de patriotisme en se désolidarisant ouvertement du groupe mafieux autour de Nkurunziza qui risque de plonger le pays dans le chaos et dans le précipice d'une autre guerre civile.

6. Face à une telle situation explosive et à l'entêtement du régime de Nkurunziza dans l'exclusion et la violence, il est impossible de tenir des élections justes et transparentes. Il faut donc que tous les Burundais patriotes, toutes les forces vives de la nation s'organisent pour faire pression en vue des pourparlers entre le pouvoir et l'opposition pour mettre en place un gouvernement de transition, qui aurait des missions claires et convenues, et aboutirait à l'organisation d'élections libres, impartiales et transparentes.

7. Le CNDD appelle enfin le régime en place de faire face à la réalité afin d'éviter le pire au pays en lisant correctement les signes des temps, en engageant un dialogue franc et sincère avec l'opposition.

8. A tous ceux qui ont peur d'être jugés et condamnés pour leurs crimes, le CNDD rappelle qu'en s'engageant dans une guerre perdue d'avance contre leur propre peuple, ils ne pourront qu'aggraver leur cas et n'auront aucune circonstance atténuante.

9. Le CNDD demande aux partenaires et amis du Burundi, particulièrement au conseil de sécurité de l'ONU, de prendre des mesures immédiates pour empêcher l'irréparable qu'on voit nettement venir.

C. Des missions du gouvernement de transition

Ce gouvernement de transition inclusif, sous réserve d'un accord entre tous les partenaires, aurait entre autres missions de :

a. Mettre en place un plan d'urgence contre la faim, la pauvreté et le chômage au Burundi,

b. Organiser un dialogue sur les textes de lois controversés : loi sur la presse, loi sur les partis politiques, code électoral, statut de l'opposition, loi sur les réunions et manifestations publiques, loi sur les Asbl etc.

c. Rechercher un accord sur les questions électorales : notamment mettre en place une nouvelle CENI et ses démembrements ; donner une carte d'identité électronique à tous les Burundais en âge de la posséder; constituer le nouveau fichier électoral et étudier le nouveau calendrier électoral ; revoir le rôle de la cour constitutionnelle en matière électorale etc.

d. Etudier les modalités d'une dissolution effective de toute milice liée à un parti politique

e. Créer les conditions d'une justice transitionnelle réelle en vue de la fin de l'impunité, et revoir la commission Vérité et réconciliation.

f. Organiser le retour de leaders exilés suite à des procès iniques et des menaces de mort ;

g. Remettre les partis politiques à leurs leaders légitimes et annuler les congrès illégaux qui ont abouti à des confiscations de leadership ;

h. Remettre à l'honneur les libertés politiques, de réunion et d'association ainsi que la liberté de la presse.

i. Conduire des élections justes, libres, inclusives, apaisées et démocratiques avec des observateurs internationaux.

Conclusion

10. La situation au Burundi est d'une urgence absolue. Pousser vers des élections dans les conditions actuelles est une erreur grave à éviter. Devant la situation de blocage actuelle, proposer des mesures d'ouverture au gouvernement en place est un cautère sur une jambe de bois. Que le Président Nkurunziza renonce à un troisième mandat ou pas, le système en place est tel qu'aucune élection honnête n'est possible sous sa direction. Il faut donc préparer dès maintenant les moyens d'un passage à un gouvernement de transition, si possible dirigé par un acteur de la société civile, qui n'aura pas le droit de se présenter aux prochaines élections.

Fait à Bujumbura le 27 mars 215

Léonard NYANGOMA

Président du CNDD